le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires** en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)

Septembre 1967 - 5me Année - N° 46

Le numéro : **0,40 F — 4 F.B.**
Abonnement annuel ... **4 F - 40 FB**
Abonnement de soutien **10 F - 100 FB**

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
C.C.P. 2202-22 Marseille

Une page de la guerre de classe du prolétariat

Les "émeutes raciales" des Etats-Unis

Où est le véritable problème ?

Si même sur le moment la violence des émeutes noires effraie "le petit blanc" américain et pose quelques problèmes aux sociologues et aux politiciens qui s'interrogent sur ses causes, elle est considérée en fin de compte par l'opinion publique comme un cataclysme d'ordre naturel, qu'on taxe de racial : elle n'ébranle pas plus la société qu'un tremblement de terre et les forces de l'ordre sont suffisamment puissantes pour garantir la sécurité des citoyens bien pensants contre les éléments sporadiquement déchaînés. Pourtant l' "analyste intelligent", blanc ou noir comme le Dr Wright, président de la conférence du "Black Power" à Newark, décèle les causes profondes, les causes sociales sous la question "raciale" : le chômage endémique, les emplois subalternes, les salaires inférieurs des Noirs regroupés en ghettos sordides dans les villes industrielles de l'Amérique du Nord. Il peut même comprendre, comme Duverger, que l'égalité juridique n'est rien sans l'égalité économique. Mais pour le bourgeois "intelligent", blanc ou noir, le problème qui se pose est de savoir si les Noirs pourront se constituer en groupe de pression politique homogène pour imposer à l'Etat américain des réformes de la législation sociale dans le but d'atteindre à un équilibre racial : il ne sort pas de la notion de race, considère la violence comme un mal passager et demeure un réformiste utopique au profit du capital. Nous marxistes révolutionnaires, nous enlevons à la terrible colère noire ses caractères raciaux dans lesquels les cantonnent les leaders noirs, les bourgeois et petits bourgeois et nous la saluons comme la révolte d'une partie du prolétariat.

Vanité des réformes démocratiques

La question raciale des révoltes du prolétariat noir camoufle la question sociale. Ne voir en elles, comme le font les Blancs, les démocrates en général, qu'une simple question raciale est rassurant : ils situent le conflit sur le plan de l'égalité politique entre Noirs et Blancs et non sur celui de la lutte du prolétaire contre le Capital qui l'exploite de manière affreuse ou le condamne à la faim. Pour les démocrates pleins de "bonne volonté" et qui se veulent anti-racistes, si le Noir se révolte, ce n'est pas parce qu'il est le prolétaire le plus exploité des Etats-Unis, mais parce qu'il n'est pas encore considéré entièrement, à cause des préjugés raciaux, comme un citoyen égal au Blanc. Mais lorsque les "désordres raciaux", qui durent depuis le premier juin, concernent plus d'une vingtaine de villes, entraînent la destruction totale de quartiers entiers de Détroit, dans le Michigan, dont le gouverneur est un ferme partisan de l'égalité raciale, ces mêmes démocrates ne peuvent se rassurer qu'en employant les parachutistes et les hélicoptères pour venir à bout des émeutiers. Eux qui applaudissaient aux marches et pétitions pacifistes, Luther King en tête, hurlent au crime et au vandalisme, se lamentent qu'on détruise un patient travail de réformes ou qu'on n'aille pas assez vite pour satisfaire la "légale et juste revendication de l'égalité des droits civiques" et... emploient la répression armée. L'ignoble mensonge démocratique est démontré par la violence meutrière des Noirs qui ne peuvent se contenter des lentes victoires juridiques obtenues depuis la guerre de Sécession, quand ils étouffent sous le poids de la misère ou sont écrasés par la répression implacable, "légale et juste" au nom de l'Ordre.

De grands progrès ont été accomplis, depuis dix ans, dans le domaine de l'égalité politique entre Noirs et Blancs. Mais alors, pourquoi les Noirs se révoltent-ils ? Parce que, malgré les droits qui leur ont été accordés, les Blancs n'admettent pas cette égalité ? C'est vrai ! Est-ce alors une question de préjugés raciaux ? Si les Blancs ne considèrent pas les Noirs sur un pied d'égalité, cela provient de ce que les Noirs sont économiquement inférieurs, et donc "méprisables". Le mépris dans lequel ils sont tenus est dû à leur condition sociale et non à la couleur de leur peau : le Noir parvenu est aussi "respectable" que le Blanc.

Eveil prolétarien des Noirs d'Amérique

Libérés de l'esclavage dans les plantations du Sud lors de la guerre de Sécession, les Noirs ont pu croire que la cause de la démocratie était aussi la leur et qu'ils pourraient enfin sortir de l'assujettissement ancestral dans lequel leur race était maintenue. En fait, la lutte pour la démocratie coïncidait avec le développement de l'industrie et de la libre-entreprise, et l'abolition de l'esclavage avec l'entassement dans les quartiers pouilleux des villes du

(Suite en page 4)

Où est la folie ? Où est le réalisme ?

Depuis que le monde est monde, quelle société ne s'est pas crue éternelle ? Quelle société n'a pas été convaincue, presque jusqu'à la veille de sa mort, que tout autre organisation que la sienne était non seulement immorale, mais impossible ? Quel maître d'esclaves, quel propriétaire de serfs, quel employeur de salariés a-t-il jamais jugé même simplement "pensable" que la société puisse vivre sans esclavage, sans servitude, sans salariat ? Quelle société enfin n'a pas considéré ses révolutionaires comme des fous en même temps que comme des ennemis ? Aucune. Pourtant, pour chacune d'elle, l'heure du déclin et de la mort a fini par sonner. Pour chacune d'elles, le temps est venu où ce qui avait si longtemps semblé "folie" s'est imposé comme la seule sagesse, et où la "sagesse" autrefois respectable de l'ordre ancien est apparue comme résistance criminelle et vaine à la marche de l'histoire. Ces temps-là furent ceux des grandes révolutions sociales.

La société capitaliste, elle, n'est pas morte, mais elle semble aujourd'hui endormie pour toujours dans une confiance inébranlable en sa propre durée, dans une satisfaction d'elle-même d'autant plus paradoxale que jamais les maux qu'elle engendre n'ont été plus criants. Pourtant, elle a été le creuset de la doctrine révolutionnaire la plus hardie, la plus complète de tous les temps, de la seule doctrine qui ait été totalement **réaliste.** Cette doctrine, c'est le marxisme. A des époques meilheures, il a donné à des milliers et à des millions de prolétaires l'espoir et la conviction que le capitalisme qui les tourmentait n'était nullement éternel, qu'un jour viendrait où ils auraient enfin rassemblé la force nécessaire pour l'abattre et pour organiser la société de façon communiste. Enlevez cet espoir et cette conviction, **vous aurez enlevé tout le maxisme.** C'est précisément ce qu'ont fait et refont tous les jours ces "socialistes" pacifistes, ces "communistes" coexistentiels qui proclament qu'aujourd'hui une révolution est "impensable', qui rejettent jusqu'à la simple **idée** d'une quelconque lutte de classe comme une folie, et qui, sous le nom de "socialisme", ne vénèrent rien d'autre que le capitalisme en expansion.

L'audace révolutionnaire et le profond réalisme historique du marxisme ont consisté à dire à la société bourgeoise : « Toi qui est si fière de tes conquêtes intellectuelles, juridiques, politiques et économiques ; toi qui méprises tant les société d'esclavage et de servitude qui t'ont précédée ; toi qui te crois débarrassée de leurs superstitions, tu es condamnée à disparaître tout comme elles, mais tu crois superstitieusement être éternelle ! Ta prétendue démocratie politique repose sur une nouvelle forme d'esclavage, le salariat, et c'est pourquoi tu succomberas à une nouvelle révolution sociale. Tu dois y succomber pour que l'humanité survive, parce que le principe de tous les "progrès" que tu te vantes de lui avoir appor-

(Suite en page 4)

Aux ouvriers de St-Nazaire, de Berliet et d'ailleurs

"provocation" ou défense élémentaire de classe ?

Vos grèves de mars et avril dernier sont déjà bien loin. C'était avant les congés et donc, peut-être oublié. Pourtant ces grèves ont été marquées par des incidents caractéristiques qui méritent d'être médités.

Sur divers lieux de la bataille ouvrière de cette époque, des groupes de militants, en général peu nombreux, ont diffusé des tracts appelant à des grèves généralisées et à l'unification de luttes toujours déclenchées, aujourd'hui, dans la dispersion la plus totale. Pour ce simple fait, ces militants ont été frappés, brutalisés, grièvement blessés par des commandos organisés par la C.G.T., responsables en tête. Nous, communistes internationalistes, ne partageons pas la plateforme générale propre à ces groupes et, même sur la façon de riposter à ces violences, nous avons, dans ces colonnes, exprimé notre divergence. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ici. Il s'agit seulement de ce fait, extrêmement important pour vous **pour l'avenir de vos luttes : des militants — qui sont-ils, d'où viennent-ils, peu importe — diffusent des mots d'ordre conformes aux intérêts généraux et particuliers de la classe ouvrière, des mots d'ordre sanctionnés par la tradition, le passé, l'expérience ; ils sont, pour cette seule raison, attaqués et traités de** provocateurs. **Et vous, ouvriers, assistez à ces violences dans l'indifférence,** comme si vous les approuviez, **ou comme si la question en litige — la façon de conduire** vos grèves — **ne vous intéressait pas. C'est cela qui est grave : qu'on puisse impunément, devant vous, assimiler à de la** provocation **des mots d'ordre qui ne sont que de simples rappels de la manière la plus normale et la plus classique de défendre les intérêts immédiats des salariés !**

Ouvrons donc ici pour vous le dossier de cette "provocation". On ne peut comprendre l'attitude des pseudo-provocateurs si on ne prend en considération celle des syndicats et partis qui orientent les grèves et, en dernière instance, décident de leur sort. Pour être brefs, envisageons un seul cas, mais pas le moins édifiant : celui de Saint-Nazaire, par exemple. Que dit "L'Humanité" des manifestations de grévistes dans cette ville ? Elle dit ceci : « Les heurts qu'on pouvait craindre furent évités. Les grévistes avaient perfectionné leur méthode (sic) en présentant un cortège à deux têtes. Dirigeants et banderoles se trouvaient aux deux extrémités afin de pouvoir à tout instant changer le sens de la marche dans le cas où le service d'ordre leur aurait interdit le passage (...) Le service d'ordre n'a été présent qu'une fois, en barrant trois accès dans un croisement. Calmement les manifestants firent demi-tour ». ("L'Humanité", 6 avril 1967).

Camarades ouvriers, il serait bon que vous lisiez de temps à autre le journal du parti qui se dit votre parti. **Vous y verriez par exemple à quelle bouffonnerie s'est réduite une manifestation de travailleurs quasi-privés de pain, de chômeurs jetés à la rue par le patronat le plus spécifiquement féroce. Nous qui n'avons pas la prétention de "manipuler les masses", nous prenons toutefois la responsabilité de dire que des organisations syndicales qui groupent des millions de salariés et appellent dans la** rue dix ou douze mille ouvriers, se **moquent de ces derniers lorsqu'elles les font manifester à la façon des autotamponneuses, un peu en avant, un peu en arrière, suivant les aimables figures de ce que "L'Humanité" a le front d'appeler « le ballet des cortèges » ! Cette même "Humanité" nous apprend d'ailleurs que les militants de Saint-Nazaire ont veillé « à ce que** qu'aucune provocation, **d'où qu'elle vienne, ne fasse dévoyer le mouvement » (de quadrille ?) et « qu'ainsi des éléments trotskystes,** étrangers à St-Nazaire, **ont été refoulés par les (ouvriers) horai-**

(Suite en **page 2**)

Programme Communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI
COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le numéro de juillet - septembre est paru

Au sommaire :

- **Mensonges progressistes et réalité capitaliste**
- **Révolution culturelle : révolution bourgeoise !**
- **Les thèses d'avril 1917, programme de la révolution prolétarienne en Russie.**
- **La vie du Parti.**
- **A une lectrice algérienne partisan de la stratégie anti-impérialiste de "Che" Guevara.**
- **Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien ?**
- **Du droit démocratique à l'inconséquence.**

En vente dans les principaux kiosques ou à l'adresse du « Prolétaire ».

Le numéro : 2,50 F (Belgique : 25 FB)
Abonnement annuel : 9 F (90 FB)
Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F (120 FB)
Abonnement de soutien : 20 F (200 F.B.).

"provocation" ou défense élémentaire de classe ?

(Suite de la première page)

res et leurs tracts ont été brûlés ». (21-4-67).

Ainsi, exiger qu'une manifestation d'ouvriers en lutte soit quelque chose de sérieux, et non pas un défilé carnavalesque, que les quatre cortèges évoluant dans des sens et directions différents (femmes, mensuels, lock-outés des Chantiers, ouvriers de Sud-Aviation) soient groupés en une seule masse capable de décourager toute intervention de l'appareil de répression, c'est donc cela, la provocation ? C'est donc de la "provocation" aussi, pour des militants « étrangers à Saint-Nazaire », de s'adresser à d'autres salariés ? La voilà bien "l'unité la plus large" !

Mais il y a mieux, toujours à Saint-Nazaire. Nous lisons dans "L'Humanité" du 29 avril que le patronat veut bien « reprendre le dialogue », mais à la condition que « l'entrevue soit définitive », c'est-à-dire, explique "L'Humanité" : « Il exige que les responsables syndicaux se présentent à cette réunion habilités à signer les propositions qui seront faites ». « Jusqu'à présent — poursuit le journal — les responsables syndicaux rendaient scrupuleusement compte aux grévistes. Ensemble ils prenaient démocratiquement ensuite les décisions qui s'imposaient. C'était la solution la plus juste, mais les travailleurs ne veulent rien négliger qui puisse favoriser l'aboutissement du conflit ».

Comment des responsables ouvriers peuvent-ils accepter de pareilles conditions sans rougir jusqu'à la pointe des cheveux ? Leur demander de ne pas se rendre, en chemise et corde au cou, à la façon des bourgeois de Calais, devant l'aréopage patronal qui « veut bien reprendre le dialogue », est-ce donc encore et aussi de la provocation ? Est-ce provocation que d'attendre des représentants syndicaux qu'ils rendent « scrupuleusement » compte des propositions et n'y répondent qu'en mandataires fiers et honorables des grévistes et non en intermédiaires nécessaires à des transactions ruineuses pour les salariés ? Il serait trop long d'énumérer ici tous les cas, lors des grèves qui se sont déroulées durant ces dernières années, où les dirigeants syndicaux ont, de cette même façon, mis les ouvriers devant le fait accompli de capitulations semblables. Chapeau bas devant le patron ! Leur énergie, par contre, ils l'ont réservée à ceux qui osaient critiquer cette façon d'agir, leur distribuant aussi, à l'occasion, quelques bons coups de poing bien appliqués.

Camarades ouvriers, nous nous doutons de ce que vous pensez. Vous êtes parfaitement fondés, après quarante ans de reculades et de trahison, à douter de votre force collective, de votre force de classe. Une grève dure, dites-vous en votre for intérieur, est un gros risque et, quoiqu'on en dise, expose à des heurts et répressions qui ne nous avanceront guère. Cent arguments tentants vous incitent en effet à croire ce que disent vos dirigeants syndicaux, à savoir que, s'ils "corrigent" les "extrémistes" et "irresponsables", c'est dans l'intention bien compréhensible de prévenir cette répression. D'ailleurs, ajouterez-vous, de quoi se mêlent ces jeunots qui viennent nous donner des conseils avec de grands mots révolutionnaires? Des étudiants, probablement, pas des mains calleuses. Savent-ils seulement, ces pro-chinois, trotskystes ou autres on ne sait quoi (aujourd'hui on ne s'y retrouve plus dans toutes ces tendances !) ce que c'est que travailler 50 ou 60 heures par semaine pour boucler le budget ? Ils croient que c'est facile de faire la grève générale, "tous ensemble". S'ils savaient seulement quel chantier c'est de mettre sur pied un simple arrêt de travail...

Cette réaction, nous qui ne sommes pas des "jeunots", en tant que parti politique, nous la comprenons parfaitement. S'il n'en était pas ainsi que vous le dites, il n'y aurait pas lieu de discuter, d'essayer de vous convaincre, mais d'agir. Nous n'en sommes encore qu'au stade d'une longue et difficile clarification. Ce que nous soutenons mordicus, à propos des prétendues "provocations", c'est que vos chefs ne s'en prennent pas du tout aux "extrémistes" pour les raisons que vous persistez à admettre. D'ailleurs, une véritable provocation, il y a toujours un moyen de la déjouer, « d'où qu'elle vienne », c'est de la noyer dans un mouvement de masse dans la direction exclusive des objectifs généraux du prolétariat. Ce moyen ne peut évidemment pas se concilier avec l'excommunication des formules élémentaires de la lutte ouvrière !

Non, le souci des pontifes syndicaux n'est pas d'éviter des "aventures", des "heurts inutiles" qui porteraient préjudice à vos mouvements. Leur préoccupation est toute différente et tant que vous ne l'aurez pas comprise vous ne pourrez pas défendre votre propre intérêt immédiat dans les grèves auxquelles ils vous convient. Vous n'êtes pas obligés de nous croire sur paroles, mais nous pouvons vous présenter un précédent capital, une preuve formelle que les partis qui vous dirigent ne sont pas toujours aussi économes des intérêts et même de la vie des ouvriers. Il y a un peu plus de vingt ans, ces mêmes partis ne reculaient pas devant la provocation qui consistait à lancer une grenade sur les troupes allemandes d'occupation, ou à planter un drapeau tricolore dans un village dont toute la population, le lendemain, était massacrée. Ce n'était pas la même chose, direz-vous ? En effet, c'était alors la sainte guerre patriotique et démocratique : pour la guerre impérialiste, l'opportunisme n'est pas aussi ménager du sang ouvrier qu'il affecte de l'être pour la guerre des classes. A cette époque-là, les "heurts" les plus lourds de conséquence étaient souhaitables, ils exaspéraient les haines réciproques, ils dressaient les ouvriers français en civil contre les prolétaires allemands en uniforme, ils attisaient la folie raciste de la soldatesque nazie et la haine des populations qu'elle terrorisait. Ils augmentaient le poids du sang que l'Etat capitaliste français offrait aux Alliés impérialistes comme preuve de sa contribution à la victoire commune. En tout état de cause, ils contribuaient au moins à garantir la place internationale de ce capitalisme auquel, maintenant, ses propres sauveteurs reprochent d'être devenu une monstrueuse machine "monopoliste".

La situation est en effet aujourd'hui totalement différente. A quoi serviraient la simple fermeté, la simple dignité dans les grèves, sinon, en cas de manifestation répressive, à secouer l'apathie des catégories ouvrières tenues à l'écart de ces grèves ? A rendre impossible le cordial "dialogue" entre représentants ouvriers et patronaux, à déchirer le "pacte de non-agression" que les syndicats dégénérés ont signé avec l'Etat bourgeois... et gaulliste, à jeter à terre la belle combinaison électorale des "communistes" avec les partis de la petite bourgeoisie et de l'opportunisme le plus corrompu ?

Voilà la « provocation » que vos dirigeants redoutent. Vous en doutez encore, camarades ouvriers ? Relisez donc "L'Humanité" du 21 avril dernier : « Il faudra bien faire un sort — écrit-elle — à la violence nazairienne ». Pourquoi donc vos dirigeants tiennent-ils tellement à présenter comme de doux agneaux les ouvriers d'une cité prolétarienne des plus combatives ? Pour ne pas effaroucher leur clientèle électorale démocratique, parbleu. Autrement dit, les victoires politiques, la "voie du socialisme" que le P.C. et la C.G.T. vous proposent, exigent en premier lieu que vous renonciez dans l'immédiat à l'usage de vos armes élémentaires de classe. C'est la plus belle... provocation à une capitulation sur toute la ligne.

Pas de "conquêtes" à défendre mais la lutte de classe à ne pas déserter

Syndicats et partis ouvriers, P.C. et Fédération de la gauche, ont — verbalement — déterré la hache de guerre à la suite des mesures prises par le gouvernement gaulliste contre les divers régimes de la Sécurité Sociale. Les mots d'ordre des organisations ouvrières sont : « défendons une grande conquête sociale », « défendons notre **droit** aux soins médicaux », « défendons notre participation à la gestion des caisses », etc, etc... C'est la tactique favorite de l'opportunisme : défendre comme autant de **droits** les quelques parcelles du produit soit disant **arrachées** à l'exploitation capitaliste pour faire implicitement accepter aux ouvriers le **principe** de cette exploitation.

Les "avantages sociaux" que le capital, sans mettre en danger sa monstrueuse production de marchandises est capable de consentir au prolétariat, se présentent, en effet, sous deux aspects contradictoires. D'une part ils rendent la condition de salarié plus supportable et représentent donc, pour les ouvriers, une relative amélioration de leur sort. D'autre part, en conjurant les explosions sociales que peut provoquer une trop grande misère, ils constituent, pour le capitalisme, une nécessité vitale de sa conservation historique. Comment lutter contre le nouvel "empiètement du capital" que représentent les mesures gouvernementales en matière de Sécurité Sociale sans renforcer l'idéologie réformiste et conservatrice qui règne aujourd'hui dans toute la classe ouvrière ?

***

Dans la société capitaliste, toute valeur est produite par la force de travail des salariés, mais ceux-ci ne reçoivent que l'équivalent monétaire des produits nécessaires à leur entretien et à celui de leur famille. En raison de la dégradation de la valeur de la force de travail par le développement du machinisme et de la concurrence entre salariés, cette part des salariés décroît relativement, tandis qu'augmentent sans cesse, avec la quantité des produits mis sur le marché, les besoins à satisfaire. Dans ces conditions, le salaire, toujours insuffisant, ne peut permettre aucune épargne individuelle, aucune **prévoyance** susceptible de compenser les pertes éventuelles de journées de travail en cas de maladie ou d'accident du travailleur. Dans les premiers temps de l'ère capitaliste, lorsque ce rapport de production se présentait dans toute sa cruauté sociale fondamentale, l'apparition de la misère due à toute incapacité de travail, introduisait dans la société bourgeoise de terribles risques de révolte. L'Etat capitaliste, aidé du concours des réformistes, a pu instaurer, dans le premier quart du siècle et en mettant à profit l'expansion productive moderne, tout un système de prévoyance obligatoire destiné à panser les plaies sociales les plus odieuses et les plus dangereuses pour l'ordre établi. C'est ce système, appelé primitivement en France "Assurances Sociales", baptisé après la seconde guerre mondiale du terme plus hypocrite et plus pompeux de "Sécurité Sociale", avec élargissement de ses fonctions et des risques couverts, qui est aujourd'hui menacé dans certaines de ses dispositions par les décisions du gouvernement. Il n'est pas discutable que la classe capitaliste, par l'office de son "conseil central d'administration", entend par ces mesures, d'une part lutter contre l'absentéisme endémique et le coût bureaucratique de l'immense machine de la Sécurité Sociale et, d'autre part, utiliser à des fins mal connues, mais certainement à son compte, au moins une partie des fonds "économisés".

Il est vain de discuter s'il est ou non possible de "rationaliser" tout système de prévoyance en régime capitaliste et seul le philistin petit-bourgeois peut se **scandaliser** de certains "abus".

Il est des scandales bien plus "scandaleux" dans une société qui doit semer la mort quotidienne pour se survivre... Quant au soin de débattre si les arguments gouvernementaux sont vrais ou faux, si les ouvriers récupèrent plus ou moins que le montant des sommes qui, de toute façon, leur sont extorquées, nous le laissons aux bureaucrates opportunistes, soucieux avant tout de sauver le **job** de leur présence aux conseils d'administration. Il n'y a d'ailleurs qu'un point à préciser pour réfuter les arguments de l'Etat, et cela peut être vite fait. De **quelle classe** vient la **totalité** des fonds qui alimentent la Sécurité Sociale ? Tout le monde sait que ces fonds n'ont que deux sources : les cotisations ouvrières et les cotisations patronales, qui sont automatiquement incluses dans le prix de revient du produit. Ainsi, en mettant les choses au mieux, c'est-à-dire en supposant que les salariés dans leur ensemble consomment intégralement ces fonds, il ne s'agirait encore, dans l'un et l'autre cas, que d'un **salaire différé collectif.** Mais en réalité la Sécurité Sociale prend en charge, pour se limiter à un exemple, une part de l'équipement sanitaire et social général (pour le IV° plan, 600 millions de francs, à comparer aux 1400 millions versés par l'Etat), si bien que les salariés y participent en fait deux fois : comme cotisants à la Sécurité Sociale et en tant que "citoyens" tondus par le fisc. Voilà qui renvoie dos à dos, et le gouvernement, qui nous rebat les oreilles avec une morale tartuffe sur la "dilapidation" des fonds de la Sécurité Sociale, et l'opposition démocratique qui fait vibrer ses trémolos d'indignation contre les atteintes portées à une si belle "conquête ouvrière".

Ces remarques suffisent à préciser toute **plateforme de principe** en face de l'initiative cynique prise par l'Etat bourgeois. Il n'en reste pas moins que, si la valeur des soins et médicaments couverts par la Sécurité Sociale ne représente qu'une partie plus ou moins importante d'une valeur soustraite, sous une forme ou sous une autre, au salaire, toute réduction de la quantité ou du montant de ces soins représente une aggravation notoire de cette première spoliation. La classe salariée **a besoin** des soins et secours fournis par la Sécurité Sociale, même si, en termes vulgaires, c'est elle qui "se les paie". Le **hic** c'est qu'en **défendant la** Sécurité Sociale selon la formule paternaliste de l'opportunisme syndical, les ouvriers entérinent un système dont la fonction essentielle est de dissimuler et amoindrir une des contradictions internes les plus explosives du capitalisme.

***

Il n'y a que deux attitudes possibles face à un tel dilemme : ou bien admettre que la Sécurité Sociale constitue un acquis, un "droit", en quelque sorte une "parcelle de socialisme" dans la société bourgeoise et, alors, renoncer à détruire tout le système d'exploitation fondé sur le salariat ; ou bien lutter pratiquement contre telle ou telle mesure aggravant la condition d'assuré social sans cesser de dénoncer une seconde les vrais mobiles de cette fausse "Sécurité".

Syndicats et partis "ouvriers" ont bien entendu choisi la première. Comment ? Mais en affirmant le "droit à la santé", c'est-à-dire en berçant les salariés de l'illusion qu'en régime capitaliste le droit formel peut être plus "social" que la réalité matérielle des rapports de production. En ergotant sur le fait que la Sécurité Sociale puisse à volonté être ou non déficitaire, c'est-à-dire en posant comme principe qu'il est à la fois possible, dans une société qui pille le temps et ruine la santé de ceux qu'elle exploite, de concilier les exigences de la production et celles de la conservation physique de ses victimes. En faisant valoir le "droit de contrôle" des délégués du personnel dans la gestion des caisses, comme s'il suffisait que cette spoliation supplémentaire des salariés soient sanctionnée par le regard de leurs mandants pour devenir saine et bénéfique. En un mot, en cachant aux ouvriers la véritable nature des maux que la Sécurité Sociale est censée panser, en leur dissimulant le caractère draconien des impératifs de la production capitaliste et en voilant le caractère éphémère de tout "avantage" social, même acquis de haute lutte, ce qui n'est précisément pas le cas de la Sécurité Sociale.

La position de classe s'oppose point par point à celle de l'opportunisme. D'abord elle dit aux ouvriers la **vérité** sur la vraie signification de la Sécurité Sociale, qui n'est pas **conquête,** même partielle effectuée sur le produit de leur travail, mais bien au contraire, utilisation, par le capitalisme, et à des fins de conservation sociale, d'une ponction effectuée d'autorité sur le salaire. Elle affirme ensuite que, s'il ne convient pas pour autant de laisser dégrader cet "aménagement" de la condition ouvrière, toute action menée pour en sauvegarder un quelconque aspect ne doit à aucun prix accréditer les illusions de "progrès social" dont le capital se sert habilement pour neutraliser la force vive du prolétariat. Enfin elle détermine les modes de cette action, non pas sur le plan mensonger et stérile des "droits à défendre", mais sur le terrain pratique de la lutte efficace, unitaire, résolue, de telle sorte que, même si l'objectif matériel de la lutte n'a qu'une valeur toute relative, les **formes** mêmes qu'elle prend présentent au moins l'avantage de réveiller chez les ouvriers la conscience de leur force potentielle et d'entamer l'état actuel de découragement et d'impuissance qui découlent de tant d'actions mal conduites ou sabordées.

C'est de cette seule façon qu'il est possible à la classe exploitée de contenir l'offensive incessante du capital contre ses conditions de vie sans compromettre la chance ultérieure de se débarrasser à tout jamais de son oppression.

PROLETAIRES DE LANGUE ITALIENNE

Lisez :

il PROGRAMMA COMUNISTA

Journal bi-mensuel

et

SPARTACO

Bulletin de lutte syndicale

Spécimen gratuit et conditions d'abonnement :

Ecrire au **"Prolétaire"**

Boîte Postale 375

Marseille-Colbert

LE PROLETAIRE

est en vente dans les principaux kiosques

LECTEURS AU NUMERO, achetez-le toujours dans le même kiosque ou mieux, ABONNEZ-VOUS : c'est le meilleur moyen de le recevoir régulièrement tout en nous aidant.

Stalinisme et trotskisme

II

Lénine et la "démocratie prolétarienne"

C'est avec une intention bien précise que, dans notre article précédent, nous définissions "l'Etat ouvrier" russe en citant la violente diatribe de Lénine contre *la démocratie en général.* Ce concept, impitoyablement combattu par les communistes de la grande époque, est en effet intégralement accepté par leurs prétendus héritiers actuels, y compris, pensons-nous, par les trotskystes. Ces derniers, dans un de leurs périodiques déjà cité dans ces colonnes, ne font-il pas état de « l'esprit rationaliste, principiel et *démocratique* du trotskysme » ? Du « rationalisme » et des « principes » trotskystes, ce n'est pas ici le lieu de discuter. Mais pour le reste, nous donnons volontiers *quitus* à toutes les tendances de la IVe Internationale : leur trait commun c'est d'expliquer la contre-révolution stalinienne sous l'angle de la "violaton de la démocratie ouvrière" et d'en tirer un enseignement en trois points : *davantage de démocratie* dans l'Etat, *davantage de démocratie* dans le parti, davantage de *démocratie* dans le programme et les idées (1).

Cette position a peut-être l'avantage, dans l'immédiat, de permettre toutes les manœuvres, tous les noyautages, toutes les coalitions politiques hétéroclites, mais elle n'apporte aucune clarté sur la page la plus sombre du mouvement ouvrier : elle ne répond que par des formules creuses au *besoin d'explication* de générations qui naissent à la vie politique au moment où il devient enfin possible de déblayer les ruines et les scories idéologiques d'un demi-siècle de contre-révolution. L '"explication" trotskyste du stalinisme est responsable non seulement d'un *déchet* considérable d'énergies prolétariennes — celle de jeunes militants relativement nombreux, mais plus avides d'*agir* que de *comprendre* et, pour cette raison, aussi rapidement voués à l'impuissance et au découragement que séduits par le simplisme des "schémas" de la IVe Internationale —, mais encore d'une *interprétation* de la contre-révolution stalinienne qui n'a précisément acquis droit de cité dans l'opinion que parce qu'elle est *fausse,* et donc sans danger pour l'ordre existant. Le plus implacable des critères, pour des révolutionnaires, c'est de voir leur propre diagnostic de la contre-révolution adopté par les ennemis de classe de toute révolution. C'est un fait que le trotskisme a réussi une gageure peu commune : rendre son antistalinisme *prolétarien* acceptable pour des bourgeois !

Toutes les études consacrées à la dégénérescence russe et inspirées par la critique trotskyste du stalinisme ne sont certes pas dépourvues de valeur et d'intérêt scientifiques. Il en est même de remarquables, rigoureusement *matérialistes* en ce qui concerne l'analyse des causes économiques et sociales de cette dégénérescence. Mais elles aboutissent toutes, explicitement ou implicitement, à des conclusions qui rejoignent *l'idéalisme démocratique* le plus banal. Leurs auteurs dressent un tableau vivant et exact de "l'encasernement" de la révolution d'octobre dans son cadre national arriéré. Ils expliquent par là, très judicieusement, la sclérose de la vie politique et l'envahissement parasitaire de l'appareil d'Etat prolétarien. Ils mettent lumineusement en évidence la subordination de toute possibilité de socialisme en Russie à la victoire révolutionnaire du prolétariat occidental. Mais tout cela pour dire, ou laisser entendre, que la plus grande révolution de tous les temps a été défaite par l'arbitraire et la cupidité de *bureaucrates !* Comme si, après avoir défini l'enjeu titanesque de la révolution d'octobre, mesuré l'étendue mondiale du front de combat qui, de Moscou à la mer de Chine, de la Turquie à l'Allemagne, exprimait déjà en puissance le heurt de deux sociétés irréductiblement antagoniques, ils reculaient devant cette explication du stalinisme dont la hardiesse et la concision leur donneraient le vertige : triomphe mondial du capitalisme par l'œuvre de ses *hommes-de-paille* du Kremlin !

Infection d'idéologie démocratique : le diagnostic de tous les maux actuels du mouvement ouvrier peut tenir dans cette brève expression. Si le trotskisme mérite une critique sévère c'est parce qu'il a été l'artisan, sinon le plus puissant du moins le plus pernicieux, de cette infection. Face à l'immense falsification stalinienne du socialisme, qui a purement et simplement éliminé la notion fondamentale de la dictature du prolétariat au profit de la démocratie parlementariste bourgeoise, le trotskisme a inoculé le poison des concepts démocratiques à la fraction la plus résolue de la classe ouvrière, celle qui avait eu le courage de résister au conglomérat de carriéristes et de philistins placé à la tête du mouvement communiste international dégénéré. Au demeurant, le comportement politique du trotskisme n'est que la manifestation la plus extrême, poursuivie jusqu'au sein des minorités demeurées révolutionnaires, de la victoire du capitalisme sur la révolution. Victoire pas seulement "physique", mais idéologique également et qui a chassé des organisations ouvrières le matérialisme historique, arme théorique du prolétariat, pour y implanter le mode bourgeois de penser, d'expliquer et utiliser les luttes sociales. Il s'agit, pour la classe ouvrière, d'une véritable spoliation morale venant doubler et renforcer l'autre, privant l'ensemble des couches exploitées et opprimées de l'enseignement le plus important de leur expérience historique, à savoir que leur seul salut réside dans la révolution sociale et qu'une révolution n'a que faire de la "liberté" et de la "démocratie", étant, comme le soulignait le vieil Engels, « l'acte le plus autoritaire qui soit ». Avoir privé le prolétariat de cette notion vitale est, pour le capitalisme, la victoire du siècle. Quiconque sent cela doit comprendre notre acharnement à combattre l'idéologie démocratique sous tous ses aspects, jusques et y compris dans son acception trotskyste qui prétend se fonder sur la référence la plus fidèle à Lénine et à la révolution d'Octobre.

Il est bien exact que Lénine, après avoir soumis le terme même de *démocratie* à la critique implacable que nous avons reproduite, n'en accepta pas moins l'usage pour la Russie soviétique, lui accolant il est vrai l'épithète de "prolétarienne". Il n'y a rien là de contradictoire. Le seul sens exact du mot *démocratie* c'est son sens étymologique : pouvoir du peuple, pouvoir de *plusieurs classes.* Il était correct de l'utiliser pour caractériser un système de gouvernement où prolétariat et paysannerie étaient tous deux représentés. Toutefois, il ne s'agissait nullement, dans la Russie d'Octobre, de démocratie formelle puisque la Constitution soviétique de 1918 accordait proportionnellement "plus de voix" aux ouvriers qu'aux paysans. La formule juridique, nécessairement figée, s'éclaire d'ailleurs aux feux de la polémique. Lorsque Lénine dit que la démocratie prolétarienne est « la forme la plus élevée de démocratie », « une forme jamais atteinte dans une république bourgeoise », il entend souligner le fait suivant : aux mensonges de la démocratie bourgeoise, paravent pudique d'une société déchirée par des intérêts sociaux antagoniques, le système soviétique oppose la réalité d'une alliance loyale entre les *deux classes* intéressées à la défense des conquêtes de la révolution. La démocratie prolétarienne russe n'est donc pas une copie revue et améliorée de l'unité nationale bourgeoise, qui dissimule la lutte implacable entre les classes; c'est une formule politique de "bons rapports" entre prolétariat et paysannerie ; une formule de circonstance, dans un pays et une situation déterminés. Dans une société qui, à l'encontre des sociétés capitalistes occidentales, n'a pas subi la corruption totale du mercantilisme et où une grande partie de la paysannerie n'est pas conservatrice parce que pas encore "stabilisée" (pourvue de terre), le parti de la classe ouvrière ne peut écarter l'*hypothèse* d'une conquête pacifique, "persuasive" de l'ensemble des travailleurs de la terre au programme communiste du prolétariat ; il ne peut pas davantage refuser *a priori* la collaboration gouvernementale des partis qui sont l'émanation historique et traditionnelle des classes de la campagne. Répétons-le à la honte des faux partis communistes actuels, il s'agit d'un *cas d'espèce,* d'une *exception,* d'une tactique qui n'est applicable que dans des pays déterminés, et dont le nombre va du reste décroissant au rythme même de l'expansion capitaliste : en occident capitaliste, pareille tactique n'est et ne peut être que trahison des intérêts du prolétariat. La "tactique russe" de Lénine n'avait d'ailleurs aucun rapport avec la servilité démocratique qui est caractéristique de l'opportunisme occidental. Un fait capital des toutes premières années de la révolution d'Octobre montre le peu de cas que les bolcheviks faisaient des canons sacrés de la démocratie formelle : lorsque l'Assemblée constituante, contrairement aux prévisions, donna la majorité aux partis petits-bourgeois et opportunistes, la poigne de fer des ouvriers et soldats en armes ne recula pas une seconde devant la nécessité de la disperser. Ici se vérifie le vrai contenu de *dictature prolétarienne* de la formule "démocratique" de Lénine : *un pouvoir qui n'est lié par aucune loi.*

Il convient de revenir un instant sur cette formule, reprise par Lénine chez Marx et Engels. La contre-révolution russe s'est accomplie dans un tel climat d'arbitraire, avec un tel déchaînement de méthodes odieuses et quasi-féodales, que les premières réactions contre le stalinisme se polarisèrent inévitablement sur son aspect de *violation de la légalité soviétique.* Cette limitation au plan juridique et formel, explicable aussi longtemps que le masque n'était pas encore tombé qui devait dévoiler les *véritables forces sociales* dont le stalinisme était l'instrument, contenait pourtant en germe la confusion dans laquelle l'antistalinisme ultérieur devait se fourvoyer, La tentation était d'autant plus grande de *dater* la contre-révolution d'actes déterminés d'autorité, et de faire de "l'autorité-en-soi" le grief majeur contre le stalinisme, que tous les partis et tendances mises hors-la-loi *du temps de Lénine* vinrent joindre leurs protestations indignées à celles des oppositionnels bolcheviques. C'est peut-être alors qu'est née *l'idéalisation* de la démocratie prolétarienne qui, formule purement *pratique* chez Lénine, fut ensuite élevée à la hauteur d'un principe absolu et transformée en critère formel pour l'appréciation des actes contre-révolutionnaires perpétrés par le nouveau maître du Kremlin.

Juger les actes politiques du pouvoir issu de la révolution prolétarienne en fonction de normes juridiques, c'est déjà perdre de vue la tâche qui incombait à ce pouvoir. Si la dictature prolétarienne ne doit « être limitée par aucune loi », C'est parce que sa mission révolutionnaire ne cesse nullement avec la venue au pouvoir de son parti. Bien au contraire, et c'est ce qui distingue la révolution socialiste de toutes celles qui l'ont précédée. La bourgeoisie révolutionnaire victorieuse de l'Ancien régime pouvait se borner à sanctionner par la loi la prédominance d'un mode de production qu'elle avait déjà développé à l'ombre de l'Etat féodaliste. La révolution prolétarienne doit, elle, lutter sans cesse pour détruire jusque dans leurs fondements des rapports sociaux profondément enracinés. Elle procède à coup de lois ou d'actes autoritaires, par la persuasion ou la violence, selon les cas, mais ne peut avoir de répit aussi longtemps que les anciens rapports sociaux ne sont pas intégralement extirpés. En conséquence, durant toute la phase transitoire nécessaire à l'exécution de cette tâche, le rétablissement de l'ancienne domination sociale est à redouter et la liberté plus ou moins grande laissée aux partis autres que le parti du prolétariat, ne saurait découler des principes généraux du droit, mais exclusivement du *rapport des forces,* tel qu'il se développe, à l'échelle mondiale, dans la lutte cyclopéenne du prolétariat contre le capital.

Au début de la révolution russe, dans l'euphorie de la montée populaire, une masse hétéroclite avait épousé la cause bolchevique. Aussi longtemps que les diverses expressions politiques de cette masse, des anarchistes aux socialistes-révolutionnaires, acceptèrent loyalement les implications politiques déterminées en Russie par la tactique internationale du prolétariat, les communistes russes n'avaient aucune raison de principe de réprimer ces "compagnons de route", fussent-ils douteux. Mais ils n'avaient pas davantage de raisons de principe de les ménager s'ils venaient à refuser la discipline sociale et politique imposée par la sauvegarde du pouvoir prolétarien, c'est-à-dire la sauvegarde de la *principale chance* de la révolution européenne Le seul moment où il est devenu "licite", du point de vue des intérêts du prolétariat de s'affranchir de cette discipline, ce fut lorsqu'il apparut que le pouvoir russe n'était plus la chance de la révolution internationale, mais au contraire sa perte délibérée: un point critique qui se tranche sur le terrain de l'analyse politique et de la vérification de cette analyse au travers de ce que l'Etat russe *est devenu,* mais non en fonction de critères formels.

La liberté politique concédée par le pouvoir bolchevique aux représentants des catégories sociales alliées du prolétariat, mais étrangères à sa substance et à son idéologie dépendant ainsi de la marche internationale de la révolution, la critique historique de la contre-révolution stalinienne ne saurait discerner *un degré déterminé de démocratie* au-dessous duquel on pourrait décider *a postériori* que cette contre-révolution était déjà en acte. Or c'est là précisément la méthode favorite de l'antistalinisme démocratique et le trotskisme, en ne reculant pas devant le danger de cette méthode, en est arrivé à caractériser le danger contre-révolutionaire non pas en raison de son *contenu* social, mais en fonction de son aspect *formel,* qu'il appelle "dégénérescence bureaucratique", un point sur lequel nous reviendrons ultérieurement. Ici, il s'agit d'analyser les conditions réelles de la dictature prolétarienne en Russie sans les assujettir aux concepts éthérés du droit bourgeois. Ce dernier, qui ignore les classes sociales et ne connaît que les "citoyens", peut bien se vanter de donner à tous la liberté *en bloc* puisqu'il ne s'agit là que d'une abstraction mensongère. Elle consiste, disent ses idéologues, à faire tout ce qui ne porte pas atteinte à la liberté et à la propriété d'autrui. Or la classe bourgeoise *porte continuellement atteinte* à la force de travail, seule propriété des prolétaires, et la classe prolétarienne ne parvient à améliorer tant soit peu son sort qu'en *portant atteinte* au profit, seule ressource et raison d'être des capitalistes.

L'Etat soviétique, justement parce qu'il ne cachait pas le sens de son action derrière de belles formules creuses, mais œuvrait dans la dure réalité de rapports sociaux hétérogènes et de classes sociales diversement préparées à la poursuite d'une longue lutte, ne pouvait garantir aux individus et aux partis que les "libertés" compatibles avec les exigences de cette lutte. Il était fatal que, dans les conditions surhumaines imposées à toute la population russe, les classes non-prolétariennes fussent les premières à se rebiffer contre ces conditions et que, par voie de conséquence; la liberté des individus et la liberté des partis dussent subir les plus terribles contraintes. Mais alors, objectera-t-on, pourquoi avoir promis et vanté une *démocratie* supérieure ? Tout simplement parce que, dans la Russie expurgée de la domination des capitalistes et des propriétaires fonciers, les inégalités et les contradictions internes n'étaient pas telles qu'elles ne puissent, théoriquement, être surmontées *démocratiquement,* c'est-à-dire par une voie pacifique. C'est l'échec de la révolution communiste européenne qui, rendant impossible un minimum de vie civile dans la Russie isolée, coula dans le moule social russe toute la violence du conflit dont la victoire mondiale du socialisme était l'enjeu. Là encore se vérifie "l'effacement" des conditions proprement russes, anachroniquement "démocratiques" devant les conditions historiques générales qui, au XXe siècle, ne connaissent que l'alternative de deux *dictatures :* celle du prolétariat ou celle du capital. Sur le drame de cette révolution russe, dont le revers ne s'est pas limité à la nécessité atroce de répressions internes impitoyables, mais est jalonné d'épreuves aussi terribles que la disparition de toute vie politique réelle et l'absorption de tout le parti par des besognes "gestionnaires" diamétralement opposées à sa fonction sociale, nous reviendrons la prochaine fois. Nous avons voulu seulement redonner à l'expression de Lénine son véritable sens qui, en fait, est celui de *dictature* prolétarienne et non celui de "démocratie", avec ou sans adjectif.

Cependant, même en matière de terminologie, l'expérience historique ne doit pas être vaine. "Démocratie prolétarienne", "démocratie ouvrière", ces termes, ne serait-ce qu'à cause des falsifications immondes opérées par le stalinisme, mériteraient d'être remplacés par d'autres plus adéquats au contenu véritable de la formule de Lénine. Sans prétendre leur trouver une définition parfaite, nous dirons simplement qu'ils signifiaient dans leur acception initiale, participation active et déterminante de toutes les couches laborieuses à l'activité politique d'organisation de la vie sociale, "intégration" si l'on veut, de toutes les énergies individuelles à l'accomplissement des fonctions publiques, aux initiatives les plus variées et les plus étendues touchant à la vie collective.

Quoiqu'il en soit des termes employés et toute confusion étant bannie quant à leur sens, il est temps de revenir au "démocratisme" des trotskystes et à ses rapports avec le "précédent russe". Dans la "solution" trotskyste il s'agit essentiellement de la question des libertés concédées aux *partis politiques* sous la dictature du prolétariat. A l'examen du contenu social de la formule de "démocratie prolétarienne" de Lénine, il apparaît bien que son aspect politique — alliance conclue entre parti du prolétariat et partis de la paysannerie — n'a pas

(1) La première partie de cet article est parue dans notre numéro de juillet-août.

le moins du monde une valeur universelle. En Russie même, pour les raisons indiquées plus haut, elle a dû subir des restrictions et, finalement, disparaître. Ainsi, ce qui, dans l'expérience russe, a une portée universelle, ce n'est pas la *possibilité* d'alliance entre différents partis des classes laborieuses, mais bien au contraire, l'*impossibilité*, affirmée par les faits, de la maintenir. L'enseignement définitif de la révolution d'Octobre c'est que, même dans un pays où le prolétariat n'est pas la seule classe *capable* de lutte révolutionnaire, les partis exprimant les classes petites-bourgeoises ou influencés par leur idéologie, sont nécessairement conduits à se dresser contre le pouvoir du prolétariat et doivent donc être réprimés par lui. « L'histoire — écrit Lenine dans *La maladie infantile du communisme* — leur a joué un tour à sa façon en obligeant les partis opportunistes d'un pays retardataire à anticiper le rôle des opportunistes des pays avancés ». Ainsi, la situation qui justifiait en Russie la formule politique de la "démocratie prolétarienne" d'alliance entre *plusieurs partis* politiques a été rapidement dépassée lorsque la Russie a affronté son vrai cadre historique, celui de la lutte pour la révolution internationale : à l'internationalisation de la revolte du prolétariat russe a répondu, du tac au tac, l'internationalisation de l'opportunisme russe.

Or ce que le trotskysme actuel revendique comme *enseignement* de la révolution russe, ce n'est rien d'autre que le retour à cette formule déjà éliminée par l'histoire. Nous lisons, dans un article précédemment cité ("Trotsky et ses épigones" dans "Sous le drapeau du socialisme", numéros 33-34 ; octobre 1966) que « L. Trotsky a eu le mérite, vers la fin de sa vie, de revenir sur l'unicité du parti et de préconiser *le droit à la pluralité des partis soviétiques* ». Sans discuter ici du fondement de cette imputation, nous sommes sûrs que l'opinion avancée corrobore effectivement toute la politique de tous les courants de la IV^e^ Internationale. Les trotskytes ne sont pas seuls responsables de cette attitude ; le précédent des tactiques désastreuses de l'I.C. y est pour une grande part, mais il n'est pas dans notre intention de discuter cela ici. Résumons en concluant la contradiction trotskyste. Toutes les tendances de ce mouvement se réclament de la révolution d'Octobre. La révolution d'Octobre, en matière d'acceptation ou de refus de la pluralité des partis au pouvoir, a montré que, même dans les rares cas où d'autres classes que le prolétariat sont "insurrectionnalistes" — seule justification scientifique de l'hypothèse de la *pluralité* — les partis qui sont propres à ces classes s'alignent irrésistiblement sur l'opportunisme des pays avancés (et, soit dit en passant, ce ne sont certes pas les exemples récents des révolutions anti-colonialistes qui viennent apporter un démenti à cette règle). Pourtant, les trotskystes, sous couvert de conjurer une réaction de type stalinien, veulent ériger comme principe communiste la *pluralité des partis* dans la dictature du prolétariat ; sans paraître d'ailleurs se douter que, dans bon nombre de pays, le parti "ouvrier" le plus puissant est celui qui a déjà à son passif l'assassinat de la révolution russe ! Il est vrai que cette monstruosité politique prétend s'appuyer sur une "nouvelle situation historique", née du stalinisme et de l'état de choses qu'il a créé : une autre aberration, dont nous nous occuperons la prochaine fois.

Directeur - Gérant
F. GAMBINI
B. P. 375 Marseille-Colbert

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
MARSEILLE (X^me^)

Distribué par les N.M.P.P.

Les "émeutes raciales" des Etats-Unis

(Suite de la première page)

Nord d'un sous-prolétariat noir dans lequel, remplaçant le planteur patriarcal, le patron capitaliste puisait une main-d'œuvre "libre" de se vendre à bon marché pour les besognes dont les Blancs ne voulaient plus. A la liberté illusoire que donne à tout homme la démocratie, se joignait un nouvel esclavage, plus exténuant, celui du Capital. Au lot d'être d'anciens esclaves devenus une force de travail à vil prix s'ajoutait le "péché" d'être Noirs, la "négritude", avec l'infamie d'une ségrégation sociale et politique plus ou moins franche. Si les Noirs vivent en communauté, ce n'est pas tant par esprit de solidarité entre hommes de même couleur que pour des raisons historiques et sociales : la bourgeoisie et la démocratie ne les ont-elles pas cantonnés dans la même misère ? Ils servent d'armée industrielle de réserve au Capital : il les utilise comme vils manœuvres ou comme chair à canon dans la guerre du Vietnam, puis les licencie en priorité en cas de récession, les renvoyant dans leurs ghettos sous la matraque des policiers. Ils jouent le même rôle aux Etats-Unis que les Nord-Africains en Europe : la malédiction qui pèse sur eux n'est pas celle de la race, mais des lois économiques du capitalisme qui, en période de plein emploi, recourt à une main-d'œuvre marginale désarmée et qui, en période de crise, la rejette avec insouciance parmi les parias.

Les Noirs d'Amérique ont pu s'illusionner pendant des décennies, sous la conduite de chefs vénaux, et croire que la démocratie avait une âme, qu'elle entendrait leurs implorations pour l'égalité civique et politique. Pourtant c'est au moment précis où ils y atteignent qu'ils se voient contraints à l'action directe par l'incendie et le coup de feu ; c'est précisément dans des villes comme Newark et Detroit, où la ségrégation est à peu près inexistante, la disparité des salaires entre Blancs et Noirs moindre qu'ailleurs que la lutte éclate : qu'est-ce à dire, sinon que la fameuse "égalité" juridique n'a en rien entamé la condition *prolétarienne* des Noirs, et pour cause : toute la société américaine ne repose-t-elle pas sur l'exploitation de la classe ouvrière, à laquelle le travailleur blanc lui-même ne saurait échapper ? La révolte noire n'est donc pas un fait "racial", mais bel et bien l'amorce d'une *lutte de classe*.

L'impasse raciste du "Black Power"

Face à cette réalité, comment réagissent les "leaders" noirs ? Contraints, par la situation, à prendre des allures extrémistes pour ne pas perdre leur prestige, certains, comme le Docteur Wright, déplorent cette violence et s'efforcent de la canaliser vers les habituelles "voies pacifiques" ; jouant finalement le rôle de vulgaires agents de la bourgeoisie américaine, ils se limitent à réclamer une plus large représentation politique pour une certaine élite noire et ne sont même pas capables de proposer la moindre loi pour réduire la disparité économique entre la masse noire et la masse blanche. Mais il en est d'autres, tels que Rap Brown et Stockely Carmichael, qui revendiquent fièrement le droit des Noirs à la révolte et à la violence "s'ils sont victimes de conditions intolérables". Quelle que puisse être leur influence sur les éléments noirs les plus jeunes et les plus décidés, il est clair que ces "chefs" sont tout aussi étrangers à la cause prolétarienne que les précédents, tout aussi ignorants de ses traditions et de sa doctrine, et finalement tout aussi hostiles à ses buts *révolutionnaires*, si seulement ils étaient capables d'en prendre conscience. Leur origine de dirigeants du "Comité de coordination des étudiants *non-violents*" suffirait déjà à les situer socialement et politiquement, malgré leur surprenante conversion à une sorte de mystique de la violence -- de la violence noire qui s'inscrit beaucoup plus dans la stratégie pseudo - anti - impérialiste que "Che" Guevara a assignée au "Tiers-monde" que dans une stratégie de guerre de classe pour le renversement du Capital.

Mais il y a plus : quel *but politique* ces pseudo-chefs assignent-ils à cette lutte désespérée dont ils reconnaissent bien les racines économiques, mais dont ils méconnaissent totalement le caractère de classe ? Le *black power*. Le *black power* qui, en tant que revendication concrète, (la fameuse "partition" entre blancs et noirs, le regroupement territorial des deux races sous l'autorité de deux Etats) est absurde, irréalisable et de toute façon réactionnaire, puisque le caractère de classe du pouvoir et de la société dans ces deux Etats n'est *même pas posé* ; et qui, du fait que personne n'y croit en tant que revendication concrète, se réduit à une mystique fumeuse, une exaltation de la "puissance noire" dépourvue de tout fondement historique ou social. Un anarchisme glorifiant la violence pour la violence, doublé du pire obscurantisme authentiquement raciste, telle est la physionomie politique de ces "chefs" dont l'un a été arrêté et dont l'autre fait du tourisme politique au Vietnam. Il est compréhensible, dans ces conditions, que les prolétaires noirs d'Amérique du Nord les reconnaissent rarement pour leurs, mais la bourgeoisie se hâte trop de s'en réjouir, car ce n'est nullement une garantie de paix sociale.

Nous saluons la flambée de fureur des Noirs comme une authentique émeute du prolétariat américain : celle-ci doit être une incitation à la lutte pour tous les prolétariats du monde, blancs aussi bien que noirs, contre l'ennemi qui leur est commun, malgré les différences de degrés d'exploitation : la Propriété, le Capital, l'Etat. Alors, ce qui passe encore aujourd'hui pour des "émeutes raciales" apparaîtra au grand jour comme la guerre de classe des exploités pour leur émancipation totale.

Où est la folie ? Où est le réalisme ?

(Suite de la 1re page)

tés (la recherche de la plus-value croissante) est aussi le principe des tourments grandissants que tu lui prépares ». Bref, la grandeur du marxisme a consisté à voir que la révolution bourgeoise n'était pas la dernière, et à appeler les prolétaires à la révolution totale qui ouvrirait à l'humanité la voie du communisme, c'est-à-dire permettrait d'abolir la division archaïque et barbare de la société en classes.

Devant ce réalisme historique formidable du marxisme, le "réalisme" à la petite semaine des politiciens "communistes" et "socialistes" et des bureaucrates syndicaux d'aujourd'hui est sans force et se fait petit. Les célébrités de législature que sont les Kossyguine, les Guy Mollet et les Thorez ne se hasardent pas à rétorquer aux fondateurs du socialisme scientifique : **erreur ! le capitalisme est bien éternel !** Ils rabâchent donc : le capitalisme disparaîtra fatalement ; mais ils s'empressent d'ajouter : seulement, à l'époque atomique, **toute idée de révolution est une folie.** Conclusion : **le capitalisme disparaîtra sans révolution.** Ils disent de même : le socialisme viendra certainement ; mais là encore, ils ajoutent vite : seulement, il serait insensé de croire qu'il abolira la production des marchandises, la vente et l'achat de la force de travail, le commerce et la monnaie. Conclusion : **le socialisme n'abolira rien de ce qui fait précisément le capitalisme.** Ce "réalisme"-là est celui du marchand et de l'entrepreneur bourgeois. C'est aussi celui du pauvre salarié qui pense que le monde est bien mal fait, mais qu'il en a toujours été ainsi et qu'à vouloir changer on ne pourrait que s'attirer de grands malheurs. C'est le "réalisme" de tout conservatisme social, dont la moindre crise suffit à révéler l'aveuglement ; c'est le "réalisme respectable" que la moindre menace révolutionnaire transforme en fureur sanglante en résistance désespérée à la volonté d'émancipation des opprimés.

Face à cela la prétendue "folie" des révolutionnaires consiste à dire : aucune loi ni naturelle, ni sociale ne condamne l'humanité à vendre pour toute l'éternité son travail au Capital dans l'unique but que le Capital s'accroisse encore et toujours plus, quitte à massacrer périodiquement les hommes et à détruire périodiquement l'excédent des richesses. La loi est exactement inverse : les difficultés croissantes de la mise en valeur du Capital appelleront de façon toujours plus pressante la transformation révolutionnaire de la société : l'abolition du salariat. La preuve que ces difficultés vont croissant, c'est que les gouvernements deviennent de plus en plus cyniques, qu'ils se moquent de plus en plus ouvertement de la "volonté des majorités", qu'ils parviennent de moins en moins à dissimuler que leur raison d'être est précisément de faciliter cette mise en valeur hasardeuse d'un Capital pléthorique. La preuve, c'est aussi que les nations s'arment de plus en plus, et que leurs armes sont toujours de plus en plus destructrices. Pourquoi tout cela, si la mise en valeur du Capital pouvait aller sans contradiction et sans conflit ? Si on laisse le capitalisme faire, l'avenir n'est donc pas le progrès, le bonheur ni surtout la paix de l'humanité, mais la servitude et l'insécurité croissantes, et certainement la guerre. La révolution sociale violente, le pouvoir dictatorial du prolétariat sur le Capital sont plus que jamais des **nécessités** parce que moins que jamais la classe dominante est décidée à renoncer à sa domination, que tout parti appelé pacifiquement au gouvernement aura moins que jamais le désir et le pouvoir de s'attaquer au Capital.

Un tel langage n'est-il pas insensé ? La sagesse des politiciens "communistes" et "socialistes" n'est-elle pas "de toute évidence" cent fois plus **"réaliste"** quand elle dit : "les guerres sont devenues impossibles : **la preuve,** ce sont les bombes atomiques ; les révolutions violentes aussi : **la preuve,** c'est que les hommes civilisés d'aujourd'hui en ont peur et ne les approuvent pas. Le capitalisme n'est pas le meilleur système social, mais il n'empêche pas tout progrès, loin de là. Le socialisme lui est très supérieur, mais on ne peut l'établir par la violence" ? Le comble du **"réalisme"** n'est-il pas atteint quand ils ajoutent : le socialisme a d'ailleurs en commun avec le capitalisme la production, la productivité, la grandeur nationale et enfin la démocratie **croissantes** (c'est-à-dire la coexistence toujours plus pacifique des classes) ? Mais cela ne revient-ils pas à dire : **pas question de mettre en doute l'éternité de l'ordre établi ?** Or "l'éternité de l'ordre établi" c'est, comme nous avons vu dès le début, la plus vieille et la plus enracinée des superstitions sociales. En vertu de quoi une telle régression théorique peut-elle se faire passer pour "réaliste" ? En vertu de la terreur qu'inspirent à l'humanité les puissances destructives que le capitalisme accumule impunément depuis des années. En vertu donc de la prédominance des forces de conservation sur les forces révolutionnaires, en d'autres termes de l'impuissance du prolétariat qui depuis des années n'a plus ni espoir, ni volonté communistes parce qu'il n'a plus ni partis, ni Internationale de classe. Bref, c'est le "réalisme" qui consiste à s'incliner sans pudeur devant **la loi du plus fort.**

"La grande force du marxisme, c'est d'être vrai" disait Lénine. Faute de pouvoir détruire cette force, ces grands "réalistes" qui ne sont que les complices de l'ordre social existant ont remplacé les hardies vérités marxistes par des fables ridicules, par des mensonges grossiers tendant à faire croire à l'éternité de l'oppression capitaliste. Notre "folie" (et notre crime), c'est de dénoncer ces mensonges. Un point c'est tout.

PERMANENCES
A MARSEILLE

Le vendredi 8 septembre et le vendredi 22 septembre, de 17 h. à 19 h. 30, au siège du journal, 7, cours d'Estienne d'Orves (4^e^ étage).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS PEUVENT Y PRENDRE CONTACT AVEC NOUS.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1967

Liste N° 6

Mario Livan, 10 ; Maurice, 10 ; Piero C., 10 ; Barbiere, 15 ; Nino, 5 ; Lastérade, 10 ; Bruze, 10 ; Barbiere, 5 ; Paris, 60 ; Pour le 70^e^ anniversaire de Ottorino, 50 ; Pluto, 50 ; Lucien, 2 ; Suzanne, 30 ; Pierre, 40 ; Réunion Publique Marseille, 20 ; R. et R., 40 ;

Lucien, 20 ; François, 20 ; Etienne, 1 ; Jacques, 1 ; Robert, 1 ;

Mimi, 1 ; Mathieu, 1 ; Raoul, 1 ;

Victor, 1 ; J. P., 1 ; O+, 1 ; Adolphe, 1 ; Jean, 1 ; Lucien, 1 ; Michel, 2 ; Laurent, 2 ; Marcel, 2 ;

Joseph, 2 ; Arthur, 20 ; Alfred, 20 ; Léon, 1 ; Jules, 1 ; Bernard, 1 ; Guy, 1 ; Daniel, 1 ; Maurice, 1 ; Gustave, 1 ; Jules, 1 ; Denis, 1 ; Raphaël, 1 ; Luc, 1 ; Nicolas, 1 ; André, 1 ; Alfred, 1 ; Joseph, 1 ; Jean, 1 ; Lucien, 1 ; Thomas, 1 ; Charles, 1 ; Maurice, 1 ; Marcel, 1 ; Guy, 1 ; Hervé, 1 ; Alfred, 1 ; Denis, 1 ; Emile, 1; François, 1 ; Gérard, 1 ; Romain, 1 ; Michel, 1.

Total Liste N° 6 .... 497.00 F.
Total précédent .... 2.603,77 F.

Total général ..... 3.100,77 F.

Liste N° 7

Visconti, 5 ; Robert, 5 ; Coiffeur, 5 ; Joseph, 15 ; Mario, 10 ; Nino, 5 ; Mario, 10 ; Lasté, 10 ; Paris, 71,60 ; Cecchino et Beppi, 10 Jean de la Pipe, 10 ; Paris, 22,85 ; François, 10 ; R. et R., 40 ; Soutien Denise, 18 ; Arthur, 30 ; Alfred, 40 ; Victor, 10 ; Jules, 10 ; Denis, 10 ; Joseph, 10 ; Gustave, 10 ; Marcel, 10 ; Guy, 10 ; Robert, 30 ; Suzanne, 50 ; Maurice, 10 ; Raoul, 10 ; Victor, 10 ; Jean, 10 ; Daniel, 10 ; Jules, 2 ; Guy, 2 ; Nicolas, 2 ; Mathieu, 1 ; François, 1 ; J.P., 1 ; Denis, 1 ; François, 80 ; Lucien, 20 ; Soutien Michel, 18 ; X..., 0,80 ; Gérard, 8,64 ; Michel, 1 ; Romain, 1 ; OK, 1 ; Jo, 1 ; R. et R., 40 ; Arthur, 30 ; Alfred, 40.

Total liste N° 7 ..... 768,89 F.
Total précédent .... 3.100,77 F.

Total général .... 3.869,66 F.